



## **Communiqué de presse**

### **Recommandations de la CONECT à l'issue de son conseil administratif**

Le conseil administratif de la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie, CONECT s'est réuni le vendredi 06 novembre 2020 virtuellement en présence des membres du bureau exécutif national, ainsi que des présidents des groupements professionnels et des bureaux régionaux.

Le conseil a passé en revue les principales activités nationales, régionales et sectorielles de l'organisation.

Dans le cadre de la politique de d'accès à l'information économique en faveur des PME, la CONECT a invité Mme Fanny Labarthe, cheffe du service économique régional de l'ambassade de France, pour présenter la ligne de crédit française.

Par ailleurs, M. Badredine ouali, président de la Fondation Tunisie pour le Développement a exposé les programmes de la fondation, en faveur des régions pour le développement économique et social inclusif en formant les jeunes aux TICs et en les initiant au secteur économique.

La Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie, à l'issue de la réunion, exprime son inquiétude par rapport à la situation économique actuelle ainsi que le projet de loi de finances 2021.

Ainsi, la CONECT souligne que la troisième vague de la COVID-19 sera économique et déplore l'absence de mesures concrètes pour la relance de l'investissement et le soutien aux PME. L'organisation attire aussi l'attention sur la nécessité d'élaborer une loi de finances couvrant plusieurs années afin de donner d'avantage de visibilité et de stabilité économiques.

La CONECT appelle à la reprise urgente et sans délai de la production du phosphate, du pétrole et de toutes les activités générant des recettes importantes au budget de l'Etat.

Par ailleurs le conseil administratif de la CONECT déplore le projet d'augmentation de l'impôt à 18% sur les sociétés totalement exportatrices préconisée dans le projet de loi de finances 2021. Cette mesure si confirmée sera certainement nuisible à la compétitivité des entreprises et à l'attractivité du pays en terme d'IDE.

La Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie recommande :

- L'accélération de la réforme fiscale afin de réduire l'évasion fiscale, ainsi que le commerce parallèle et d'alimenter le budget de l'Etat.

- La modernisation et la digitalisation de l'administration fiscale (y compris les services de la douane) afin d'améliorer l'efficacité du contrôle du recouvrement et de la lutte contre l'évasion fiscale.
- Le rétablissement de l'avantage du dégrèvement fiscal physique notamment pour les investisseurs dans les activités industrielles et touristiques.
- La réduction des délais effectifs des paiements par l'Etat en faveur des PME et TPE au titre des marchés publics.
- La digitalisation du parcours de l'investisseur et la mise en place d'une plateforme numérique commune entre les différents intervenants.
- Le renforcement des IDE en portefeuille et l'accélération de la réforme des entreprises publiques et ce pour la relance de la croissance et de l'investissement.
- La simplification des autorisations économiques et administratives : revoir les conditions et procédures de leur octroi, réduire leurs délais et préparer les textes juridiques y afférents ainsi que les cahiers des charges qui les remplaceront en coordination avec les structures administratives concernées.
- participation étrangère et ses limites et ce à l'instar de l'article 3 de la loi 93-120.
- Mise en œuvre du P.P.P afin de promouvoir l'investissement privé notamment à l'intérieur.
- Etablir un plan d'action pour faire de la Tunisie une destination numérique internationale, pour créer des emplois, et renforcer l'usage des TIC dans tous les secteurs d'activité et faire de ce secteur, à terme, la première source de recettes fiscales pour l'Etat.
- L'accélération de la digitalisation des moyens de paiement.

Enfin la CONECT renouvelle son appel à un dialogue national économique impliquant toutes les organisations socio-économiques, ainsi que les forces vives du pays pour tracer un plan de sortie de crise afin de sauvegarder le tissu économique tunisien et relancer l'investissement et renouer avec la croissance.